



## La diplomatie économique: seul avenir pour les relations Russo-européennes?

Par [Alexandre Latsa](#)

Mondialisation.ca, 17 avril 2013

[Le blog d'Alexandre Latsa](#)

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Économie](#)

La visite du président russe en Europe la semaine dernière n'a pas seulement été d'une importance capitale, elle a aussi été très lourde de symboles dans le cadre des relations tortueuses entre la Russie et l'Europe.

La visite de Vladimir Poutine en Allemagne a consacré la relation entre les deux pays qui semble se limiter à une fraîche mais fructueuse diplomatie économique. Angela Merkel a haussé le ton sur les ONG puisque notamment deux fondations politiques allemandes: Friedrich-Ebert (proche du SPD) et Konrad-Adenauer (proche de la CDU) ont été perquisitionnées en Russie. Celle-ci a donc ouvertement pris à partie le président russe sur ce sujet sensible, comme elle l'avait fait pour les Pussy Riot (sans obtenir l'effet escompté) ce qui devrait visiblement être aussi le cas dans ce dossier des ONG allemandes, dossier pour lequel on peut douter qu'elle ait trouvé une oreille réceptive en Vladimir Poutine. La polémique sur les Pussy Riot et les ONG fait suite à un échange un peu sec entre les deux leaders à propos de Chypre, lorsque Vladimir Poutine avait [qualifié](#) le plan Merkel « d'injuste, non professionnel et dangereux ».

On s'étonne toujours de voir l'Allemagne donner des leçons de démocratie à ses voisins et peu de gens savent par exemple que la CDU est le [parrain politique](#) de partis d'opposition en Ukraine visant à accélérer et pousser le processus d'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à la communauté euro-atlantique, au passage en [coopération directe](#) avec des fondations oranges américaines comme l'IRI (républicains) et le NDI (démocrates). Pour ce qui est des ONG, on pourrait demander à la chancelière allemande ce qu'elle dirait si un Etat étranger, disons la Chine ou la Russie, soutenait financièrement et logistiquement des associations (par exemple Golos) pour se mêler des processus politiques intérieurs de l'Allemagne (voir par exemple [ici](#), [la](#) et [la](#)). On ne peut que s'étonner du reste que les sponsors de Golos (Usaid, Ned, Iri..) soient les mêmes que ceux du parti Ukrainien précité Udar.

Mais la chancelière Merkel, qui est en précampagne sait parfaitement qu'elle soit se démarquer de son opposition de centre gauche (SPD) qui est beaucoup moins regardante sur les droits de l'homme, le principal opposant à Angela Merkel, Peer Steinbrück ayant récemment [affirmé](#) que « Les critères occidentaux de la démocratie n'étaient pas immédiatement transposables à la Russie » ou encore que la Russie est un « partenaire incontournable et qu'il convenait de ne pas l'humilier ».

Un minimum alors que le commerce entre les deux pays a atteint en 2012 un record de 80 milliards de dollars et que la grande dépendance énergétique européenne devrait augmenter via l'Allemagne avec le renforcement du gazoduc [North Stream](#).

En Hollande, l'atmosphère de la visite du président Russe a été on ne peut plus fraîche, et le terme de simple diplomatie économique semble là aussi plus qu'adéquat. Les Pays-Bas sont le [premier](#) partenaire économique européen pour la Russie puisque le niveau des échanges entre les deux pays a en 2012 atteint 82,7 milliards de dollars. Pour autant, là encore, le président russe a été accueilli par des questions sur les inspections des locaux d'ONG ou sur les droits des homosexuels, et par une manifestation de collectifs pour la défense des droits sexuels des minorités. On essaye d'imaginer ce que diraient les autorités hollandaises si elles étaient accueillies à Moscou par des manifestations de russes hostiles aux lois libertaires qui existent en Hollande et permettent par exemple l'existence d'un [parti pédophile](#) souhaitant légaliser la pornographie infantine et la zoophilie.

Doit-on imaginer que les Pays-Bas puissent prétendre sur certains points, et dont celui-là, être un modèle pour le monde? Il faut quand même avouer que sur ce dernier point on est très loin, sur le plan des atteintes aux libertés individuelles, de la loi russe contestée interdisant non pas d'être homosexuel, mais d'en faire la promotion publiquement.

Pendant ces déplacements russes en Europe occidentale qui ont été fructueux au moins sur le plan économique, la Serbie a elle fait un pas de plus vers le bloc russo-centré et l'[union eurasiatique](#) (comme annoncé [il y a 6 mois](#) dans ma tribune « L'Union Eurasiatique entre deux mondes »), en rejetant l'[injonction](#) bruxelloise d'accepter sans discussion l'indépendance du Kosovo. Le pays est ainsi cette semaine devenu le premier état européen et non issu de l'ex-bloc soviétique, à devenir membre [observateur](#) de l'OTSC.

Dans le même temps, en parallèle de ce fort rapprochement politique, la Russie a consenti [un prêt](#) de 500 millions de dollars à la petite Serbie, confirmé un [accord militaire](#) renforcé, étendu le régime de [libre échange](#) entre les deux pays, et surtout confirmé prendre en charge le [financement](#) du tronçon South Stream qui passera par la Serbie.

Je rappelle que South Stream est un gazoduc russe qui passera sous la Mer Noire en direction de l'Europe, en complément du gazoduc North Stream qui relie la Russie à l'Allemagne en passant sous la Mer Baltique. Ce nouveau tube permettra surtout à la Russie de ne pas dépendre uniquement de l'Allemagne pour l'alimentation énergétique de l'Europe, comme elle dépendait autrefois uniquement de l'Ukraine.

Les relations [Russie-UE](#) sont donc visiblement cantonnées à une diplomatie économique stable et sans trop de surprises, maintenue surtout par le haut niveau d'interdépendance économique. La question de la morale, si elle n'interfère pas trop à ce jour dans les relations, reste pourtant le principal [point de désaccord](#).

La Russie, de son côté, cherche toujours à augmenter son niveau d'intégration politique avec ses [voisins proches](#) mais aussi avec le [bloc orthodoxe](#).

Une politique dont il conviendra de voir, dans un avenir proche, si elle est payante.

Alexandre Latsa

[Alexandre Latsa](#) est un journaliste français qui vit en Russie et anime le site DISSONANCE, destiné à donner un « autre regard sur la Russie ».

Articles Par : [Alexandre Latsa](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)